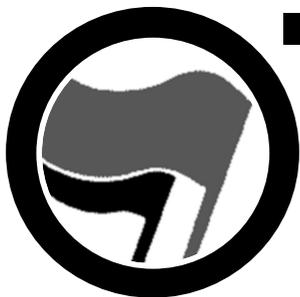


FRANC-TIREUR

<http://www.altern.org/solidariteftp>

N° 3 - JUILLET 2000 - PRIX LIBRE



« La guerre est la pire calamité qui puisse fondre sur des peuples. C'est le signe de la barbarie et de la négation du progrès humain. Mais ici, nous plaçons notre amour de la justice et de la liberté au-dessus de notre désir de paix... »

– *Le Franc-tireur*. Extrait de la Une du Numéro 1, décembre 1941.

APPEL Libre(s) !!!

Le 15 octobre 1999, deux militants antifascistes marseillais, Yves, 40 ans, infirmier, et William, 38 ans, technicien-journaliste ont été arrêtés et écroués pour une série d'attentats contre des locaux d'extrême-droite commis au cours de ces dernières années. Une troisième personne, mise en examen, a été laissée en liberté. **C**es actions, revendiquées FTP (Francs-Tireurs-Partisans), s'inscrivaient dans le contexte politique particulier de la région Paca, comme expression d'une opposition radicale à l'idéologie de haine, de racisme et de discrimination sociale du Front national. **F**aut-il rappeler l'élection de quatre municipalités FN et la banalisation des violences racistes ? Faut-il rappeler aussi l'assassinat du jeune Ibrahim Ali en 1995 par des militants FN et l'abjecte campagne de dénégation de ce parti ; les abus de pouvoir commis par la municipalité FN de Vitrolles ou ses représentants depuis trois ans ; la manifestation marseillaise contre le FN du 11 mars 1997 réprimée à coups de matraque par les forces de l'ordre, etc. **C'**est dans ce contexte que sont intervenues les actions revendiquées FTP qui en tout état de cause, comme l'a reconnu la police, ne visaient aucunement les personnes. **S**ans pour autant partager le choix de l'action clandestine et illégale, ni forcément approuver le recours au sigle historique des FTP, nous tenons à exprimer notre solidarité avec ces militants antifascistes et les assurer de notre soutien. **N**ous demandons aujourd'hui la mise en liberté provisoire de Yves Peirat.

Anciens résistants : Lucie et Raymond Aubrac - Jean Brugié - Georges Ollitrault, ancien FTP **Mouvement social :** Mogniss Abdallah, Agence IM*Media - Patrice Barbet, Comité anti-expulsions de Lille - José Bové, Confédération paysanne - Emmanuelle Cosse, présidente d'Act Up Paris - Philippe Coutant - Guy Dardel, Radio Fréquence Paris Plurielle - Peter Dontzow, UD CGT Loire-Atlantique - Bernard Dréano, président du CEDETIM - Yvan Garrel, Association Départementale pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural de l'Hérault - Jean-Yvon Landrac Réseau "sortir du nucléaire" - Gérard Leblond Valiergue, association Ligne Blanche - Colette Masse, présidente Cimade Rhone-Alpes - Bernard Maupin, CGT, élu du comité d'entreprise SNECMA Genevillier - Nathalie Vallet, association SAUTS (Solidarité active usagers travailleurs sociaux) - Jean-Pierre Masse, Observatoire des usagers - Germinal Pinalie, Act Up Paris, commission "étrangers" **Organisations :** Agir ensemble contre le chômage ! - AC! Rhône et ses militants - Association Biterroise Contre le Racisme - Comité de rédaction de la revue "Multitudes" - Confédération nationale du travail - Fédération des Circ - Ligue des droits de l'homme - Réseau "No Pasaran!" - Association samizdat.net **Universitaires et enseignants :** Claire Beauchamps, Université de Montpellier - Jean-Marie Bröhm, sociologue, Université de Montpellier - Antonella Corsani, économiste, Université d'Amiens - Françoise Duthu, économiste - Pierre Ermandes, Université de Montpellier - Olivier Fillieule, sociologue, CNRS - Jérôme, Gleizes, économiste, IUT de Villeteuse - Anne Guérin, sociologue, Montpellier - Hervé Lecomte, sociologue - Olivier Le Cour Grandmaison, Association "17 octobre 1961 : contre l'oubli" - Gus Massiah, économiste - Yann Moulier Boutang, économiste, Université de Vannes et IEP de Paris - Pascal Nicolas-Le Straat, Maître de conférence en Sciences politiques, Université Paul Valéry, Montpellier III - Olivier Noël, chercheur à l'ISCRA, Université Montpellier - Sylvie Ollitrault, politiste, Université du Kent - Marion Paoletti, politiste, Université de Bordeaux - Louis Sala-Molins, philosophe, Université de Toulouse - Johanna Siméant, politiste, Université de la Rochelle - Pierre Vidal-Naquet, historien - Bruno Villaiba, politiste, Université de Lille - Adelino Zanini, philosophe **Ecrivains et artistes :** Jean François Antoine, Graphiste, Montpellier - Gérard Deltell, écrivain - Thierry Jonquet, écrivain - Gilles Perrault, écrivain - Anne Ploy, scénariste - Joan Spiess, dessinateur - Aris Papatheodorou, graphiste - Serge Quadruppani, écrivain - Maurice Rajfsus, écrivain **Elus :** Marie-Hélène Aubert, députée verte à l'assemblée nationale - Armonie Bordes, député européen - Martine Billard, conseillère de Paris, Verts - Alima Boumediene-Thiery, député européen - Marie-Arlette Carlotti, député européen - Chantal Cauquil, député européen - Françoise Galland, conseillère municipale de Paris - Gorka Knörr, député européen - Alain Krivine, député européen - Arlette Laguiller, députée européenne - Didier Claude Rod, député européen - Roseline Vachetta, députée européenne **Presse et Edition :** Bernard Aspe, revue "alice" - Thierry Brun, journaliste à "Politis" - Muriel Combes, revue "alice" - Isabelle Guillaume, revue "alice" - Stany Grelet, revue "Vacarme" - Bernard Langlois, Directeur de l'hebdomadaire "Politis" - Myr Muratet, revue "alice" - Didier Muguet, revue "alice" - Brigitte Tijou, revue "Vacarme" - Michel Valensi, éditions L'éclat - Carlo Vercellone, revue "alice" - Editions Proletariennes **Militants et citoyens :** Christine Albert, Les Verts - Christian Barral, Les Verts - Jean-Luc Bannahmias, secrétaire national des Verts - Frédéric Bonnet, Mouvement des jeunes socialistes - Constantin Fédorovski, Les Verts - Annie Lahmer, Les Verts - Henri Leclerc, président de la LDH - Erwan Lecoeur, secrétaire de Chiche! - Stéphane Lhomme - LCR Bordeaux - Nicolas Milteau, Jeunesse Communiste Révolutionnaire - Isabelle Morin, Les Verts - Roger Perrayon, Les Verts - Hélène Ranc-Perrayon, Les Verts - Olivier Richard, assistant parlementaire de l'eurodéputé, et vice-président du parlement européen, Gérard Onest - Sylvie Ruiz, Les Verts - Eric Simon, assistant parlementaire de Didier Rod au Parlement Européen, Les Verts - Laurence Van de Walle, assistante de Per Gahrton au Parlement Européen, Les Verts - Philippe Vicherat, Les Verts - Helmut Weixler, responsable du service de presse du groupe Verts/ALE au parlement européen **S'associent aussi à cet appel de nombreux individus sans titre et sans "étiquettes"...**

LE DEVOIR DE SOLIDARITÉ

« Un hommage rendu par des jeunes gens à un mouvement de résistance qui a été le plus offensif contre les nazis »

La conférence de presse du 5 mai 2000 à Marseille, organisée par le comité Toursky, réunissait différents intervenants qui se sont longuement exprimés devant les principaux médias locaux. S'ils ont unanimement manifesté leur soutien aux militants antifascistes inculpés, ils n'ont pas manqué d'émettre de sérieuses réserves quant au mode d'action utilisé, en insistant sur l'importance du contexte particulier de la région Paca qui a poussé Yves Peirat à entrer en «résistance active».

Ainsi Richard Martin, responsable du théâtre Toursky a rappelé que ses "amis se sont fait arnaquer, si on ne les avait pas provoqués depuis si longtemps, on n'aurait pas de réaction de ce type. Ils pensaient que cet acte serait suffisamment fort pour réveiller les consciences". Serge Koupiguian a, quant à lui, rappelé les actions conduites par le comité Toursky, en insistant notamment sur le fait que plus de 2500 personnes avaient signé la pétition demandant la libération des militants incarcérés. Il a tout particulièrement insisté sur le caractère inutile de la détention préventive et conclut en indiquant le «risque de voir jugés par la même balance des antifascistes et des fascistes» et que l'enjeu du procès était de faire celui du Front National.

Il était rejoint sur ce point par le sénateur (PC) Robert Bret pour qui «laisser

Yves Peirat en prison, c'est faire un amalgame de responsabilités, pourtant totalement différentes, entre l'assassin d'Ibrahim Ali, condamné à 15 ans de réclusion, ceux qui sont moralement responsables de ce meurtre et qui sont en liberté et Yves Peirat qui n'a que voulu crier son indignation, sa révolte en faisant tomber des murs».

Après avoir souligné que «sa remise en liberté aujourd'hui, que nous demandons instamment, n'aurait aucun effet, ni sur l'ordre public ni sur le déroulement de

l'instruction en cours», le sénateur a terminé son intervention en indiquant que «Yves Peirat et William Ferrari devront, tous les deux, sortir libres de ce procès». Enfin, Jacques Jurquet, ancien FFI-FTP et membre du MRAP a conclu en précisant que pour lui, l'utilisation du sigle FTP était «un hommage rendu par des jeunes gens à un mouvement de résistance qui a été le plus offensif contre les nazis» et que le procès devait "permettre de montrer le vrai visage du FN".

(CORRESPONDANT)



LA LUTTE CONTINUE

- Les concerts de soutien continuent un peu partout. Le prochain a lieu à Paris, dimanche 2 juillet, à 17 h au CICIP (rue Voltaire, Paris XIe), avec Rue de la gouaille, Raymorah, Rude Montreuil.
- L'appel publié en «Une» de ce numéro a été lancé comme «Appel pour la libération de Yves et William militants emprisonnés pour leur engagement antifasciste». début mars William a été mis en liberté provisoire, contre une caution de 50.000 francs. La demande

de mise en liberté de Yves a par contre été rejetée... L'appel garde toute sa pertinence jusqu'à la libération de Yves Peirat.

- De nombreux textes, infos et documents ne peuvent être publiés dans *Franc-Tireur*, faute de place dans la limite de ces 4 pages, vous pouvez les trouver sur l'Internet sur le site *Solidarité* (www.samizdat.net/solidarite).
- Un CD-compilation de soutien devrait sortir à la rentrée, ainsi qu'un tee-shirt : il faut de l'argent pour que la solidarité soit effective !

COUPABLES !

SRA et Collectif Parisien de solidarité avec Yves et William
21ter, rue Voltaire, 75011 Paris
Tél. 01 43 48 54 95
solidariteftp@altern.org
solidariteftp@samizdat.net
Supplément à *Reflexes*, n°53
Directeur de publication :
Benoit Delmotte
<http://www.samizdat.net/solidarite>
<http://altern.org/solidariteftp>

NE PAS SE TROMPER DE PROCÈS

*Intervention de Robert
Bret à la Conférence
de Presse du 5 mai*

Ma présence à cette conférence de presse, ma participation au Comité de soutien pour exiger la libération d'Yves PEIRAT, revêt une signification toute particulière et symbolise mon hostilité, mon aversion à l'égard de toute idéologie basée sur le rejet de l'autre, parce qu'il est différent de par sa couleur de peau, mais aussi de par sa religion, sa culture, sa nationalité. Le racisme est la forme extrême de cette idéologie du rejet de l'autre. Je combats cette xénophobie.

1 Pour comprendre et expliquer – sans les excuser – les faits reprochés à Yves Peirat, il convient de les restituer dans le contexte politique de l'époque. Ce contexte, quel était-il ? Dès 1985, et notamment à partir des législatives et de l'élection présidentielle de 1988, le Front National, mouvement politique d'extrême droite drainant des idées fascisantes, se développe et gagne en influence pour se stabiliser, lors des dernières législatives; en 1997, autour de 15% de votants. Notre Région du Sud, Marseille en particulier, est la plus touchée par la montée des idées de Jean-Marie LE PEN. Jean-Claude GAUDIN, élu en 1992 à la présidence du Conseil Régional PACA, n'hésitera pas, lors de sa première mandature, à s'allier les votes du Front National pour disposer d'une majorité. C'est à cette époque qu'apparaissent les tensions et provocations, toutes aussi réfléchies que scandaleuses de LE PEN: l'holocauste du peuple juif par les nazis

allemands devient un «détail»; «Durafour crématoire». «l'inégalité des races» pour ne citer que celles-ci. En 1995, ce sont 4 villes de notre Région (Toulon, Orange, Vitrolles et Marignane) qui tombent sous le joug du FN, 5 si l'on y ajoute Nice dont le maire est un ancien membre du FN, rallié depuis au RPR. Enfin, avec les élections régionales de 1998, on voit naître dans plusieurs Conseils Régionaux des alliances inavouables entre la droite traditionnelle et son extrême. Pendant toute cette période, la crise politique a grandi. L'incapacité des partis de gauche à jouer pleinement leur rôle et à apporter des réponses politiques, sans parler des dérives populistes qui ont vu le jour à Marseille avec l'entrée en politique de Bernard Tapie, expliquent pour partie la décision d'Yves Peirat d'utiliser des méthodes que je conteste clairement.

Respectueux de l'«Etat de Droit», je n'approuve aucunement ce type de méthode contraire à l'action démocratique et au rassemblement le plus large des forces progressistes. D'autant plus lorsque cela permet, comme c'est le cas aujourd'hui, au FN de se positionner en victime. Alors que c'est le Front National qui produit de la haine et de la violence pouvant aller jusqu'à l'assassinat.

En effet, comment ne pas rappeler l'assassinat d'Ibrahim Alim, ce jeune français, d'origine comorienne, tué par des colleurs d'affiches du FN le 21 février 1995. C'est ce fait tragique qui a décidé Yves Peirat à entrer, comme ils le disent, en «résistance active» contre le FN. Pour riposter à ce crime odieux et combattre toute forme de racisme ainsi que le mouvement qui en est porteur, Yves va commettre des attentats perpétrés contre des permanences ou des intérêts du FN dans les Bouches-du-Rhône, et principalement à Marseille et à Vitrolles. Or, précisons qu'aucune des explosions n'a entraîné de morts ou de blessés. Il n'y a jamais eu intention de porter atteinte aux personnes. La police, elle-même, le reconnaît. Chaque fois les charges étaient légères et elles n'ont entraîné que des dégâts matériels.

2 Mon deuxième point sera consacré aux 11 mois de détention provisoire aux Baumettes (et 4 mois et demi pour William Ferrari à Luynes) qu'aura effectué Yves Peirat, si son procès a bien lieu en septembre

prochain. A l'heure où l'on évoque beaucoup la réforme de la justice, le principe de la détention provisoire, les alternatives à l'incarcération et les conditions de détention en prison – j'en sais quelque chose, croyez-moi, après avoir visité plusieurs Maisons d'Arrêt dans le cadre de la Commission d'enquête du Sénat dont je suis membre –, le maintien d'Yves Peirat en détention préventive depuis 6 mois est difficilement concevable, voire injustifié.

La prison, aujourd'hui, est le reflet, à la fois démultiplié et concentré, de tous les maux et plaies de notre société. Il existe une surpopulation carcérale qui s'explique, non seulement par l'existence d'un Code Pénal très répressif, mais aussi par la judiciarisation croissante de notre société, une société où le juge intervient de façon accrue et dans les domaines les plus divers. De fait, il y a beaucoup de gens en prison, voire trop, et certains n'ont rien à y faire: mineurs, étrangers sans papiers, détenus souffrant de troubles mentaux... Comme si on pensait voir disparaître tous les maux et les questions posées à notre société en les cachant derrière 4 murs.

Je pense également à tous ceux qui sont innocents aux yeux de la loi c'est-à-dire, ceux dont les procès et la décision de justice qui en découle n'ont pas encore eu lieu. Jusqu'à ce qu'une juridiction, à l'issue d'un procès contradictoire et impartial, se soit prononcée sur sa culpabilité, une personne reste innocente. Permettez-moi de rappeler que la mise en détention provisoire a pour objectif de conserver les preuves, de garantir le maintien de la personne à la disposition de la justice ou de mettre fin à l'infraction ou de prévenir un «trouble à l'ordre public» notion extrêmement floue permettant tous les abus.

A l'occasion de la visite des Baumettes que j'ai effectuée pour la Commission d'enquête du Sénat, j'ai pu rencontrer Yves Peirat le 19 avril dernier. Nous avons longuement discuté. Il revendique effectivement ces attentats dans le cadre du combat politique qu'il mène contre le FN mais ses actions ont toujours été d'ordre symbolique. Entre la date de son arrestation et la dernière action à l'encontre d'un siège du FN, une année s'était écoulée. Il avait donc

CHER(E)S AMI(E)S

"Tant que soufflera la tempête,
je saurais à quoi j'espère"

— BASHUNG

Tout d'abord, je salue tous ceux et toutes celles qui sont présents ici aujourd'hui : les ami(e)s connu(e)s et inconnu(e)s. Je voudrais profiter de cette occasion pour poser une question qui me paraît autrement plus importante que celle de ma libération : Jusqu'à quand ce monde va-t-il continuer à se soumettre à cette logique qui le ravage, sous prétexte de lui bénéficier ?

La logique qui transforme tout en marchandise, soumet tout à quantification monétaire et ne veut considérer la vie, l'humanité et la planète que comme matière première à la production d'argent. Cette logique qui considère évidemment comme négligeable et méprisable ce qui ne sert pas le profit financier est la cause de cette déraison qui pollue les esprits avant de polluer la mer, la terre, l'air et toutes les relations humaines. Elle s'insinue derrière toutes les barrières quand elle ne les dynamite pas. Elle a démoli les états providences qu'elle avait mis en place pour calmer la révolte prolétaire et qu'elle trouvait trop coûteux une fois cette révolte vaincue. Elle a détruit toutes les possibles oppositions locales en s'asservissant toute la planète en s'y promenant à son aise, tout en empêchant les pauvres d'y bouger. Elle s'impose partout et toujours plus. Son mode de raisonnement englu le monde plus que toute marée noire et lui sert à asservir tous ceux qui croient pouvoir le modifier en le respectant.

Il ne peut y avoir de société seulement un peu soumise à cette logique, de société où elle ne ferait que des dégâts modérés. Il n'y

a pas de Kapitalisme raisonnable. Il n'y a pas de Kapitalisme humain. Et aucune force (pas même un état «vraiment de gauche») ne peut espérer lui imposer de le devenir. Il faut le subir ou le supprimer. Une société humaine n'est pas conciliable avec la barbarie du pognon.

Vouloir fabriquer une société où on ne se contenterait pas de poser des rustines dérisoires sur les vies et les mondes dévastés par le passage des tempêtes de la cupidité, mais où l'on aurait créé les conditions pour qu'elles ne puissent pas se produire, est moins utopique que le prétendu «réalisme» des rêveurs d'un Kapitalisme en laisse. Mais cela demande plus d'audace et d'énergie. Vaut-il mieux prendre ce risque et dépenser cette énergie pour un tel changement radical ou le dépenser pour essayer de réparer les dégâts causés par la merde marchande au risque de les voir se reproduire et se multiplier ? Combien de marées noires, de Tchernobyl, de Seveso, de Furiani, d'amiantes, de vaches folles, de sang contaminé, de «dégraissages», de «flexibilité», de «bavures», de «guerres humanitaires» ? Pendant combien de temps encore les ordures vont-elles continuer à se foutre du monde ? Voilà une question sérieuse. En ce qui me concerne, je n'ai plus la liberté d'allumer la mèche mais je garde ma conscience intacte. D'autres sont là et avec raison se délectent de la substance qui alimente mon espoir : un monde meilleur et pas le meilleur des mondes. À Tous, mes amitiés Rouges et Noires.

24 mai 2000

YVES PEIRAT



SUITE DE LA PAGE 3

renonce, depuis, à ce type d'action. Autrement dit, sa remise en liberté aujourd'hui, que nous demandons instamment, n'aurait aucun effet, ni sur l'ordre public ni sur le déroulement de l'instruction en cour puisque Yves Peirat reconnaît et revendique les faits. Il ne cherche pas à fuir la justice.

D'autre part, laisser Yves Peirat en prison, c'est faire un amalgame de responsabilités, pourtant totalement différentes, entre l'assassin d'Ibrahim Alim, condamné à 15 ans de réclusion, ceux qui sont moralement responsables de ce meurtre et qui sont en liberté et Yves Peirat qui n'a que voulu crier son indignation, sa révolte en faisant tomber des murs. Est-ce acceptable, tolérable que l'assassin d'Ibrahim ALIM et Yves PEIRAT soient tous les deux du même côté des barreaux ? Peut-on déceimment mettre sur un pied d'égalité les auteurs d'un crime raciste et des militants anti-fascistes ? Je réponds non ! ! Maintenir Yves en prison dans l'attente de son procès, c'est donner du crédit au Front National qui se positionne en victimes. Ce qui est inacceptable ! C'est la politique du Front National qu'il faut mettre à l'index, pas ceux qui la dénoncent.

3 Pour conclure, je dirais qu'il n'y a donc pas de raison objective, valable de garder Yves PEIRAT derrière les barreaux. Il faut qu'il soit libéré ! Le moment du procès venu, nous savons que l'extrême droite, qui s'est portée partie civile, va tout faire pour se présenter comme victime des dégradations matérielles, dégradations qui relèvent pourtant plus du symbole que de l'attentat terroriste. Aussi, nous devons faire en sorte qu'une nouvelle manipulation des faits de la part du FN n'ait pas lieu. Car il ne faudra pas se tromper de procès ! C'est bien le procès du FN qui doit avoir lieu et pas celui de ce militant anti-fasciste. Nous aurons à rappeler que le racisme est, au terme de la loi, un délit passible d'amende et d'années de prison. Pour toutes ces raisons, Yves Peirat et William Ferrari devront, tous les deux, sortir libres de ce procès.

ROBERT BRET

Sénateur des Bouches-du-Rhône
Conseiller Municipal de Marseille